

# **FinTechs : Catalyseurs d'Inclusion Financière à l'Ère des Technologies Avancées ?**

## **FinTechs : Catalysts for Financial Inclusion in the Era of Advanced Technologies ?**

**ANNOU AMINA**

Doctorante

Ecole Nationale du Commerce et du Gestion Kénitra

Université IBN TOFAIL

Laboratoire de Recherche en Sciences de Gestion Des Organisations

**CHAIB IKRAM**

Doctorante

Faculté d'Economie et de Gestion Kenitra

Université IBN TOFAIL

Laboratoire de sciences économiques et politiques publiques

**ACHIBANE MUSTAPHA**

Enseignant chercheur

Ecole Nationale du Commerce et du Gestion Kénitra

Université IBN TOFAIL

Laboratoire de Recherche en Sciences de Gestion Des Organisations

**CHERKAOUI MOUNIA**

Enseignante chercheuse

Faculté d'Economie et de Gestion Kenitra

Université IBN TOFAIL

Laboratoire de sciences économiques et politiques publiques

**Date de soumission :** 21/02/2024

**Date d'acceptation :** 12/06/2024

**Pour citer cet article :**

ANNOU. A, & al (2024) « FinTechs : Catalyseurs d'Inclusion Financière à l'Ère des Technologies Avancées »,  
Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit « Volume 8 : numéro 2 » pp : 24 -42

## Résumé

Les jeunes entreprises FinTech émergent comme des leviers essentiels de l'inclusion financière, face aux défis importants causés par la COVID-19. En explorant des technologies de pointe telles que l'intelligence artificielle, la blockchain et le big data, elles permettent d'accéder à un accès plus large aux services bancaires et de crédit. Ces avancées technologiques favorisent une connexion beaucoup plus directe entre les individus, les entreprises et les communautés, éliminant ainsi les obstacles réglementaires et géographiques traditionnels. Cette approche accroît l'efficacité et dynamise la productivité économique en réduisant les délais d'accès aux services, souvent marqués par de longues files d'attente. De plus, de nombreuses start-ups FinTech offrent des taux d'intérêt compétitifs sur les comptes d'épargne ce qui ouvre ainsi la voie à des opportunités d'investissement et stimule une croissance économique et ce, malgré les défis mondiaux posés par la pandémie de coronavirus. Cependant, ce secteur en plein essor offre donc l'opportunité de bouleverser le paysage financier actuel.

**Mots clés :** Fintech ; Inclusion financière ; Application mobile; Innovation ; Technologie digitale.

## Abstract

Young FinTech startups are becoming essential drivers of financial inclusion, particularly in the face significant challenges caused by the COVID-19 pandemic. By exploring technologies such as artificial intelligence, blockchain, and big data, they enable broader access to banking and credit services. These technological advancements promote a much more direct connection between individuals, businesses, and communities, eliminating traditional regulatory and geographical barriers. This approach increases efficiency and boosts economic productivity by reducing waiting times for services that are often marked by long queues. Furthermore, many FinTech startups offer competitive interest rates on savings accounts, opening up investment opportunities and driving economic growth despite the global challenges posed by the coronavirus pandemic. By leveraging these technologies, FinTech startups can also empower communities, providing them with the financial tools they need to grow in the modern economy. However, this fast-growing sector also presents an opportunity to disrupt the current financial landscape, requiring traditional financial institutions to adapt and innovate to stay competitive

**Keywords :** Fintech ; Financial inclusion ; Mobile Application; Innovation ; Digital technology.

## Introduction

L'industrie de la fintech a enregistré une croissance exceptionnelle en 2021, avec un marché estimé à 323 milliards de dollars. Cette expansion rapide est propulsée par des innovations telles que la blockchain et la technologie cloud, entraînant une augmentation remarquable de l'inclusion financière à travers de nombreux pays. Les avancées révolutionnaires de la fintech ont élargi l'accès à des millions de personnes qui avaient précédemment un accès limité, voire nul, aux services bancaires. Les groupes à faible revenu bénéficient particulièrement de ces développements, offrant de plus grandes opportunités de sécurité financière et de création de richesse. De plus, une étude récente indique que 46 % des citoyens du monde préfèrent désormais les paiements numériques aux espèces pour leurs achats en ligne, soulignant ainsi l'impact significatif de la catalyse du développement économique grâce aux solutions fintech. L'intégration de technologies telles que l'intelligence artificielle (IA) et l'apprentissage machine (ML) a transformé les appareils mobiles en puissants centres bancaires numériques accessibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sans dépendre d'infrastructures physiques telles que des succursales. À mesure que nous progressons vers un paysage plus connecté grâce aux avancées continues de la blockchain et des solutions de paiement en ligne, nous pouvons anticiper des avancées majeures de la fintech, renforçant l'accès aux services bancaires pour favoriser la stabilité économique individuelle. Une inclusion financière solide, accessible à tous indépendamment du revenu et du statut socio-économique, permet l'accès à des services de base tels que comptes bancaires, prêts, assurances et services de paiement. Cette inclusion stimule l'autonomie financière, l'épargne, la planification budgétaire et la gestion des risques, contribuant ainsi à améliorer le bien-être économique et social des individus et des communautés.

La fintech, ou technologie financière, favorise l'inclusion financière en proposant des solutions novatrices pour simplifier l'accès aux services financiers. Ces solutions, souvent plus abordables et flexibles que celles des institutions financières traditionnelles, rendent les services financiers accessibles aux populations non bancarisées ou mal desservies. Par exemple, les services de paiement mobile permettent à ceux sans compte bancaire d'effectuer des transactions, tandis que les plateformes de prêt en ligne facilitent l'accès au financement pour les entrepreneurs ou petits investisseurs de manière plus rapide et économique que les banques classiques. D'où l'intérêt de notre étude qui vise à répondre à la problématique

suivante : Comment les fintechs contribuent à l'inclusion financière des entreprises marocaines ?

L'objectif de cette réflexion sur la fintech est d'évaluer sa contribution à l'inclusion financière. Cette recherche examinera les concepts clés de la fintech, de l'inclusion financière et de l'innovation, analysera la situation de l'inclusion financière au Maroc, et démontrera comment les avancées technologiques peuvent promouvoir cette inclusion financière en répondant à trois hypothèses exclues de la théorie et de la revue de littérature.

## **1. Revue de littérature.**

### **1.1. Revue de littérature.**

La fintech, fusion de la finance et de la technologie, caractérise un secteur en plein essor, exploitant des technologies innovantes pour fournir des services financiers plus rapides, efficaces et abordables. La littérature académique a largement exploré ce domaine ces dernières années, avec de nombreuses recherches publiées.

Les auteurs mettent en lumière la capacité de la fintech à améliorer l'inclusion financière en proposant des services abordables aux populations sous-bancarisées. Cependant, ils soulignent également les risques potentiels, notamment les inégalités numériques et les menaces à la confidentialité des données.

L'étude de Kshetri et Voas (2020) sur les stratégies d'entrée des entreprises fintech sur les marchés émergents met en lumière les défis spécifiques tels que des infrastructures technologiques sous-développées et des réglementations strictes. Ils explorent également les stratégies de coopération avec les acteurs locaux pour surmonter ces obstacles.

En 2018, une revue de la littérature par Cap Gemini souligne les tendances actuelles en fintech. Les auteurs mettent en avant des domaines d'innovation prometteurs tels que la technologie blockchain, les services de prêt en ligne, la gestion de patrimoine numérique et les solutions de paiement mobile. La revue examine également les évolutions en matière de réglementation et de collaboration entre les entreprises fintech et les institutions financières traditionnelles.

Ces études démontrent que la fintech, en constante évolution, offre des opportunités tout en présentant des défis uniques. La recherche scientifique continue d'explorer ce domaine dynamique, fournissant des perspectives précieuses sur les tendances, les défis et les opportunités à venir.

## 1.2. Applications mobiles et Mobile Money au service des clients.

Le concept de "mobile money" englobe les services transactionnels de paiement effectués via un téléphone mobile, contournant ainsi le recours à une institution financière traditionnelle. Il s'appuie sur l'utilisation de téléphones portables pour accéder aux services financiers, comme défini par Espoir (2012) et la Société financière internationale (IFC) (Kasigwa, 2014). L'argent mobile, selon l'IFC, est accessible et utilisable via les téléphones mobiles.

Bien que le mobile money gagne rapidement en popularité dans de nombreux pays en développement, seules quelques initiatives ont atteint une échelle durable, telles que GCash et Smart Money aux Philippines, Wizzit, Mtn Money et FNB en Afrique du Sud, Mtn Money en Ouganda, Vodacom M-pesa et Airtel Money en Côte d'Ivoire (ACP, 2014). La mise en œuvre des plateformes d'argent mobile est en cours chez la plupart des opérateurs de réseaux mobiles des marchés émergents.

Certains auteurs, comme Porteous (2006) et Weber et Darbellay (2010), distinguent l'argent mobile en services bancaires mobiles (m-banking) et paiements mobiles (m-payment).

Les services bancaires mobiles englobent, dans le sens strict, les prestations financières fournies par les banques via les téléphones mobiles, incluant la vérification des soldes, le paiement de factures et les transferts d'argent. Dans une acception plus large, ce concept couvre un ensemble de services financiers fournis de manière mobile par des institutions agréées, avec ou sans compte bancaire (Estelle, 2013). La banque mobile, un sous-ensemble de la banque électronique (e-banking), intègre les opérations bancaires en ligne et l'utilisation de canaux fixes tels que les distributeurs automatiques et les systèmes de point de vente, offrant généralement diverses fonctionnalités d'information telles que les relevés de compte simplifiés et les notifications de transaction (GSMA, 2010).

Les paiements mobiles peuvent impliquer la création de nouvelles entités, comme la monnaie électronique, ou utiliser des instruments existants tels que des comptes ou des réserves de valeur. Le terme "paiements mobiles" est souvent associé aux transactions effectuées avec des comptes non bancaires (Salomon, 2011). Il existe plusieurs types de paiements mobiles, dont les transferts personne à personne (P2P), personne à entreprise (P2B) pour le paiement de factures et d'achats de biens et services, ainsi que le gouvernement à privé (G2P) lorsque les autorités publiques versent des salaires ou des pensions.

De nos jours, les téléphones mobiles peuvent être utilisés pour autoriser des transactions auprès d'institutions financières et servir de guichets automatiques, agissant comme des points de dépôt/retrait d'espèces et fonctionnant comme des terminaux bancaires en ligne.

### 1.3 L'inclusion financière.

La mesure de l'inclusion financière est bien débattue dans la littérature, tant du point de vue théorique qu'empirique. La littérature s'est concentrée sur les mesures multidimensionnelles. Trois raisons peuvent être identifiées (Caamara et Tuesta, 2014).

- Une mesure qui regroupe plusieurs indicateurs en un seul tout en aidant à résumer la nature complexe de l'inclusion financière et à suivre son évolution.
- Une meilleure mesure de l'inclusion financière nous permet d'examiner la relation entre l'inclusion financière et d'autres variables macroéconomiques et les informations dimensionnelles nous aident à mieux comprendre les questions d'inclusion financière.
- Un outil d'aide à l'élaboration et à l'évaluation des politiques.

La mesure de l'inclusion financière a principalement été abordée en termes d'utilisation et d'accès aux services financiers formels, en se basant sur des données agrégées du côté de l'offre (Honohan, 2008 ; Sarma, 2008). Les rares études utilisant des données de demande au niveau individuel se concentrent sur divers indicateurs liés à l'utilisation et aux obstacles, tant au niveau individuel que agrégé (Demirguc-Kunt et Klapper, 2013 ; Caamara et Tuesta, 2014). Dans la littérature, la possession d'un compte auprès d'une institution financière est l'indicateur le plus couramment utilisé de l'inclusion financière (Chikalipah, 2017 ; Asuming et al., 2019). D'autres indicateurs comprennent le nombre de guichets automatiques et de succursales, ainsi que les comportements d'épargne et d'emprunt (Ajide, 2017 ; Asuming et al., 2019).

Certaines études ont recours à des mesures propriétaires pour évaluer l'inclusion financière (Sanderson et al., 2018 ; Van Hove et al., 2019). Dans une analyse des déterminants de l'inclusion financière en Afrique sur la période 2005-2014, Evans et al. mettent en évidence l'importance de la présence et de l'activité des banques islamiques. Ils estiment que ces conclusions sont précieuses pour les banques centrales, les décideurs politiques et les banques commerciales africaines, offrant une approche innovante pour améliorer la participation des personnes marginalisées dans le secteur formel.

Dans le contexte de l'Afrique du Sud, Coût et al. (2015) concluent que la distribution des services financiers dans les pays en développement est un obstacle majeur à une croissance durable. Leur analyse vise à comprendre le comportement potentiel des ménages qui choisissent d'accéder aux services financiers, soulignant que la volonté d'utiliser ces services n'est pas tenue pour acquise, mais déterminée par les perceptions et les attitudes.

Dans une enquête sur l'inclusion financière et le développement dans la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale), Alter et al. (2015) ont utilisé des régressions sur des données de panel pour constater que l'inflation, les revenus et les ressources naturelles étaient les principaux déterminants des niveaux de développement financier. Ils ont également observé une corrélation positive entre une meilleure gouvernance du secteur financier et une gouvernance économique plus solide avec les écarts de développement financier.

Chikalipah (2016) s'est penché sur les déterminants de l'inclusion financière en Afrique subsaharienne (ASS). En utilisant des données transversales de la Banque mondiale couvrant 20 pays d'Afrique subsaharienne en 2014, il a identifié l'analphabétisme comme un facteur clé expliquant la faiblesse de l'inclusion financière dans la région. Ce constat soutient l'idée que l'amélioration du taux d'alphabétisation dans un pays contribue significativement à renforcer l'inclusion financière. Ainsi, les gouvernements devraient continuer à soutenir les efforts conjoints d'organisations non gouvernementales et du secteur privé en matière d'alphabétisation.

## **2. L'inclusion financière au Maroc.**

L'inclusion financière est unanimement recherchée à travers le monde, devenant une priorité pour les pouvoirs publics des pays en développement. Cet intérêt se concrétise par des initiatives visant à restaurer la confiance des populations dans les institutions financières et à les familiariser avec les différents services financiers.

L'objectif principal de ces efforts est de faire passer ceux qui préfèrent le cash dans un système financier informel à intégrer la sphère de la finance formelle en renforçant leur confiance dans les institutions conventionnelles.

Selon Global FINDEX, 2,5 milliards d'adultes dans le monde n'ont pas accès aux services financiers, et en Afrique, seulement 24% disposent d'un compte bancaire. Ces chiffres ont incité de nombreux pays à mettre en place des mesures visant à renforcer l'inclusion financière.

Un exemple réussi d'inclusion financière est celui de la Côte d'Ivoire. En 2006, la BCEAO, la banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest, a mis l'accent sur le faible taux de bancarisation des Ivoiriens (10,7%), souvent attribuable à l'absence de confiance dans le système bancaire, aux frais d'ouverture de compte élevés pour la majorité et à l'analphabétisme en matière de gestion des comptes et de concepts financiers. C'est dans ce

contexte que le mobile money a émergé comme une alternative réussie pour promouvoir l'inclusion socio-financière.

L'inclusion financière est un objectif recherché par de nombreux pays, et son impact accélérant sur les sphères financière, économique et sociale est indéniable. Ce concept englobe l'ensemble des initiatives visant à freiner l'exclusion financière et bancaire, rendant ainsi accessible à une population démunie un éventail de produits financiers et non financiers tels que les pensions, les transferts d'argent, les crédits, la micro-assurance, les formations, les logiciels, les conseils techniques, etc.

L'objectif sous-jacent de l'inclusion financière est de réduire les inégalités sociales en permettant à la population pauvre de financer ses activités, de se protéger contre les imprévus de la vie courante, d'épargner et de sécuriser sa retraite. Au Maroc, l'exclusion financière est une réalité, avec les deux tiers de la population adulte non bancarisée, en raison de considérations religieuses ou culturelles. Cela entraîne une utilisation élevée du cash, coûtant à l'État environ 1% du PIB. Selon les statistiques de Bank al Maghrib, la gestion du cash coûte annuellement 7 milliards de dirhams au royaume, faisant du passage au mobile money une réelle économie.

Le mobile money présente un modèle attractif en raison de la mobilité géographique qu'il offre, ne nécessitant pas de présence physique d'agences comme pour les banques. De plus, 60% de la population adulte possède déjà un téléphone mobile et une carte SIM, facilitant l'accès à cette nouvelle solution financière.

L'inclusion financière est indubitablement l'objectif ultime du mobile money, cherchant à intégrer la population non bancarisée dans l'utilisation des services financiers via un portefeuille mobile. Pour y parvenir, les initiatives déployées pour accélérer l'adoption de cette innovation technologique doivent être adaptées au profil de cette population exclue. Ainsi, la digitalisation de pratiques telles que le « Zakkat », le « Kounnach de l'épicier », la « Cagnotte de Daret » , la « Sadaka » et d'autres contribuera à généraliser cette nouvelle pratique et à atteindre l'objectif souhaité.

L'introduction de la fintech au Maroc a significativement favorisé l'inclusion financière, permettant à particuliers et entreprises d'accéder aux services bancaires de manière rapide, pratique et facile. Avec une population totale de 36 millions d'habitants, le fait que 30 millions disposent d'un téléphone mobile actif indique une préparation adéquate du pays à l'adoption de la finance numérique. De plus, le taux d'utilisation des paiements de détail par carte et des paiements à distance a considérablement augmenté, et environ 46% de toutes les



transactions de paiement électronique, selon des statistiques de mars 2020, sont effectuées sur des portefeuilles mobiles non bancaires tels qu'Anged.

Cette tendance positive vers des modes de paiement numérique alternatifs, notamment les fintechs, amène davantage de Marocains dans les systèmes financiers formels tout en réduisant les coûts associés aux transferts d'argent par rapport aux frais de service des fournisseurs traditionnels de transferts de fonds. En parallèle, des efforts sont déployés pour réorganiser l'acceptation culturelle de l'argent électronique, avec des applications simples telles que Lemon Way se concentrant sur des situations domestiques micro, des comptes de commerçants en ligne à faible coût, et des programmes du secteur public, offrant des garanties bancaires, des créations de numéros, des conformités aux API, des cours virtuels éducatifs, et des réseaux axés sur les schémas de vérification des entreprises.

Ces initiatives, soutenues par des incubateurs locaux et des organisations internationales comme l'UNEPSA et la Banque mondiale, contribuent à la réussite de projets novateurs dans le domaine de la fintech au Maroc.

### **3. L'interconnexion entre les fintechs et l'inclusion financière.**

Les fintechs ont contribué de manière significative à surmonter ces obstacles en proposant des solutions innovantes pour rendre les services financiers plus accessibles, rapides et moins coûteux. Elles ont joué un rôle crucial dans la transformation du paysage financier, en particulier pour les individus et les communautés qui étaient auparavant exclus du système financier traditionnel. Cette révolution a permis à de nombreuses personnes d'avoir accès à des services financiers essentiels de manière plus inclusive et adaptée à leurs besoins spécifiques.

Les fintechs ont contribué à surmonter ces obstacles en proposant des solutions innovantes pour rendre les services financiers plus accessibles, plus rapides et moins coûteux. Voici quelques exemples concrets de la contribution des fintechs pour améliorer l'inclusion financière :

➤ **Les services de paiement mobile :** Les services de paiement mobile ont été l'un des premiers produits proposés par les fintechs pour améliorer l'inclusion financière. Ils permettent à des personnes qui n'ont pas de compte bancaire d'effectuer des transactions financières en utilisant leur téléphone portable. Ces services sont particulièrement utiles dans les pays en développement où de nombreuses personnes n'ont pas accès à des services bancaires de base.

Selon un rapport de la GSMA, une association mondiale de l'industrie des télécommunications, il y avait plus de 866 millions de comptes de paiement mobile actifs dans le monde en 2019, avec une croissance annuelle moyenne de 20%. Les services de paiement mobile ont permis de réduire les coûts de transaction, d'augmenter l'efficacité des paiements et de réduire les risques de fraude.

➤ **Les plateformes de prêt en ligne :** Les plateformes de prêt en ligne ont été créées pour permettre aux particuliers et aux petites entreprises d'accéder à des financements plus rapidement et à moindre coût que les banques traditionnelles. Ces plateformes utilisent des technologies telles que l'intelligence artificielle et l'analyse de données pour évaluer la solvabilité des emprunteurs et proposer des offres de prêt personnalisées.

Selon un rapport de la Cambridge Centre for Alternative Finance, les prêts en ligne ont représenté plus de 540 milliards de dollars dans le monde en 2020, avec une croissance annuelle moyenne de 26%. Les plateformes de prêt en ligne ont permis à de nombreuses personnes et petites entreprises d'accéder à des financements pour lancer des projets ou développer leur activité, contribuant ainsi à la création d'emplois et à la croissance économique.

➤ **Les chatbots et les applications de finance personnelle :** Les chatbots et les applications de finance personnelle ont été créés pour aider les consommateurs à mieux gérer leur argent en fournissant des conseils financiers personnalisés et en les aidant à suivre leurs dépenses. Ces solutions sont particulièrement utiles. Voici quelques exemples de fintechs qui ont contribué à améliorer l'inclusion financière à travers le monde :

- **M-Pesa :** M-Pesa est un service de paiement mobile lancé en 2007 au Kenya par Safaricom, une filiale de Vodafone. Le service permet aux utilisateurs d'envoyer et de recevoir de l'argent, de payer des factures et d'effectuer des transactions commerciales à partir de leur téléphone portable. M-Pesa a révolutionné le secteur financier au Kenya en permettant à des millions de personnes de bénéficier d'un accès facile et peu coûteux à des services financiers de base. Aujourd'hui, M-Pesa compte plus de 43 millions d'utilisateurs dans sept pays africains.

- **Kiva :** Kiva est une plateforme de microcrédit en ligne qui permet aux prêteurs de financer des emprunteurs dans des pays en développement. Les emprunteurs peuvent utiliser les fonds pour lancer des petites entreprises, acheter des équipements ou financer des projets communautaires. Kiva a permis à des millions de personnes dans le monde entier d'accéder à des financements pour réaliser leurs projets, contribuant ainsi à la création d'emplois et à la

croissance économique. Depuis sa création en 2005, Kiva a financé plus de 2,5 millions de prêts pour un montant total de plus de 1,5 milliard de dollars.

- Tala : Tala est une plateforme de prêt en ligne qui utilise l'analyse de données et l'intelligence artificielle pour évaluer la solvabilité des emprunteurs et proposer des offres de prêt personnalisées. Tala cible les personnes qui n'ont pas accès à des services bancaires traditionnels et qui ont besoin de financements pour lancer des petites entreprises ou pour faire face à des imprévus. Depuis sa création en 2011, Tala a accordé plus de 4 millions de prêts dans plus de 10 pays, pour un montant total de plus de 1 milliard de dollars.
- Chime : Chime est une néobanque américaine qui propose des comptes bancaires sans frais et sans conditions de solde minimum. Les clients peuvent effectuer des transactions, payer des factures et épargner de l'argent en utilisant l'application mobile de Chime. Chime cible principalement les personnes qui n'ont pas accès à des services bancaires traditionnels en raison de frais élevés ou de conditions de solde minimum. Depuis sa création en 2013, Chime a attiré plus de 12 millions de clients et est devenue l'une des néobanques les plus populaires aux États-Unis.

## **4. Méthodologie, théories, et modèle conceptuel.**

### **4.1 Méthodologie.**

Le Maroc a été retenu comme étude de cas pour cette recherche documentaire en raison de plusieurs facteurs pertinents. Etant un pays en plein développement économique, avec un marché financier en croissance, il offre ainsi un terrain fertile pour l'étude de l'impact des Fintechs sur l'inclusion financière des entreprises. Ainsi, le Maroc a récemment entrepris des réformes réglementaires pour encourager l'innovation technologique dans le secteur financier. En outre, le Maroc a un taux de pénétration d'Internet élevé, ce qui offre un potentiel important pour l'utilisation de la fintech pour promouvoir l'inclusion financière.

Dans le cadre de cette étude documentaire exploratoire, notre objectif principal est de comprendre comment les fintechs contribuent à l'inclusion financière des entreprises marocaines, en mettant particulièrement l'accent sur trois hypothèses clés :

H1 : Les innovations fintech pourraient aider les entreprises marocaines à toucher de nouveaux segments de clientèle en proposant des solutions de paiement et des offres financières adaptées à différents profils d'acheteurs.

H2 : L'usage croissant des technologies de la blockchain et des contrats intelligents pourrait révolutionner les transactions commerciales pour les entreprises au Maroc.

H3 : Les solutions fintech pourraient aider les entreprises à mieux faire face aux défis économiques en offrant une plus grande flexibilité financière et des outils d'adaptation rapide aux changements du marché.

Nous entreprenons une revue exhaustive de la littérature visant à identifier les travaux antérieurs pertinents dans les domaines de la fintech, de l'innovation technologique, de la diffusion des innovations, de la blockchain, des contrats intelligents, de la flexibilité financière, et de l'adaptation aux défis économiques. Cette revue permettra de cerner les principaux concepts, modèles, et tendances existantes tout en identifiant d'éventuelles lacunes dans la compréhension actuelle du rôle des fintechs dans l'inclusion financière des entreprises marocaines.

La sélection rigoureuse des sources documentaires se fera en privilégiant des bases de données académiques, des revues spécialisées, des rapports d'entreprise, des exemples concrets tels que Inwi Money et Swipe by Banque Populaire, ainsi que d'autres documents pertinents. L'objectif est d'assurer la fiabilité et la pertinence des données collectées, tout en couvrant une période suffisamment étendue pour capturer l'évolution des discours et des perspectives.

Une fois les sources identifiées, nous procéderons à une analyse thématique rigoureuse pour classer les informations en fonction des thèmes pertinents tels que l'adoption des technologies fintech, l'impact de la blockchain et des contrats intelligents, et la flexibilité financière des entreprises marocaines.

La synthèse des résultats constituera une phase cruciale, consistant à intégrer les informations recueillies pour chaque théorie mobilisée et chaque hypothèse de recherche. Pour chaque hypothèse, nous examinerons la littérature pour identifier les facteurs qui la soutiennent, en mettant en évidence les exemples spécifiques d'entreprises marocaines.

Dans un souci de rigueur méthodologique, nous prendrons le temps de discuter des perspectives de notre étude exploratoire. Cela inclura une réflexion sur les implications pratiques et théoriques des résultats préliminaires, tout en identifiant les éventuelles limites liées à la sélection des sources ou aux lacunes dans la littérature existante.

En conclusion, cette méthodologie structurée jettera les bases d'une compréhension approfondie de la manière dont la fintech contribue à l'inclusion financière des entreprises marocaines. Les résultats préliminaires, bien que basés sur une analyse documentaire, offriront une perspective solide pour guider de futures recherches, notamment des investigations empiriques approfondies et des études de cas spécifiques au contexte marocain.

#### 4.2 Théories mobilisées.

Théorie de l'innovation technologique et de la diffusion : La théorie de l'innovation technologique met en lumière comment de nouvelles technologies, telles que celles offertes par la fintech, sont intégrées dans la société. La diffusion de ces innovations, dans le contexte des entreprises marocaines, se concentre sur leur adoption et leur utilisation pour élargir l'accès aux services financiers.

La théorie suggère que les innovations, comme les solutions de paiement et les offres financières de la fintech, progressent à travers une série de phases, depuis leur introduction jusqu'à leur adoption et leur intégration généralisée. Nos exemples concrets, tels qu'Inwi Money ou Swipe by Banque Populaire, illustrent cette diffusion. Ces initiatives ont réussi à atteindre de nouveaux segments de clientèle en proposant des services adaptés, démontrant ainsi la manière dont la fintech peut toucher des populations jusqu'alors exclues des services financiers traditionnels.

Technologie de la blockchain et contrats intelligents : La théorie de la blockchain et des contrats intelligents repose sur l'idée que ces technologies peuvent révolutionner les transactions commerciales. La blockchain, avec sa décentralisation et sa sécurité, et les contrats intelligents, avec leur automatisation des processus, modifient fondamentalement la manière dont les transactions sont effectuées. Au Maroc, l'intérêt exprimé par Bank Al-Maghrib pour la blockchain montre comment les autorités financières reconnaissent le potentiel de cette technologie pour améliorer la transparence, la rapidité et la sécurité des transactions. Cette théorie souligne également comment les contrats intelligents peuvent être utilisés pour automatiser divers processus commerciaux.

Flexibilité financière et outils d'adaptation : La théorie de la flexibilité financière grâce à la fintech met l'accent sur la capacité des solutions fintech à offrir aux entreprises une plus grande agilité face aux défis économiques. Les plateformes de prêt peer-to-peer, le financement participatif et les outils d'analyse financière offrent des alternatives flexibles aux entreprises, leur permettant de s'adapter plus rapidement aux changements économiques.

Ces théories mettent en évidence comment les solutions fintech élargissent l'accès aux services financiers, transforment les processus commerciaux et offrent des moyens flexibles pour faire face aux défis économiques, renforçant ainsi la position des entreprises dans un paysage économique dynamique comme celui du Maroc.

La théorie et la revue de littérature nous a permis d'exclure 3 hypothèses :

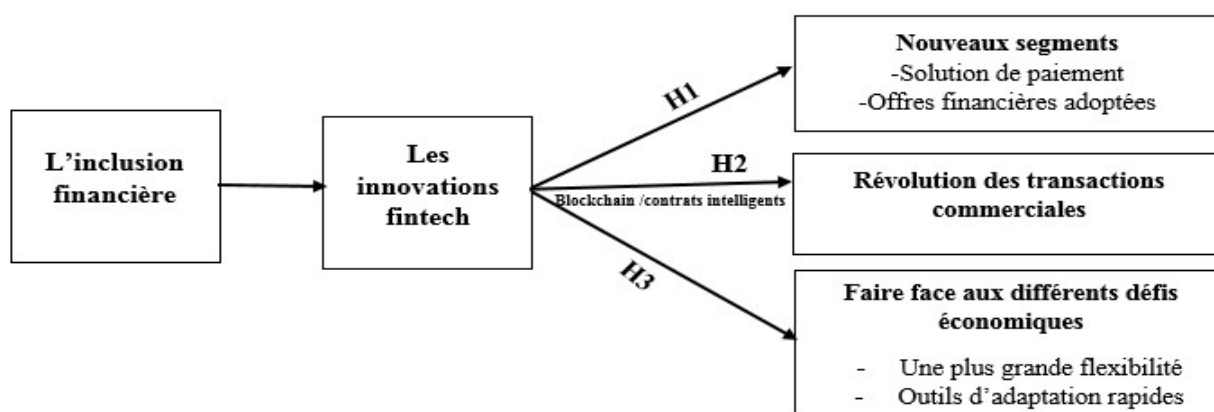
H1 : innovations fintech pourraient aider les entreprises marocaines à toucher de nouveaux segments de clientèle en proposant des solutions de paiement et des offres financières adaptées à différents profils d'acheteurs.

H2 : L'usage croissant des technologies de la blockchain et des contrats intelligents pourrait révolutionner les transactions commerciales pour les entreprises au Maroc.

H3 Les solutions fintech pourraient aider les entreprises à mieux faire face aux défis économiques en offrant une plus grande flexibilité financière et des outils d'adaptation rapide aux changements du marché.

### 4.3 Le modèle conceptuel

Tableau explicatif du modèle conceptuel



Source : Auteurs

## 5. Développement des hypothèses et discussions.

**H1 : Les innovations fintech pourraient aider les entreprises marocaines à toucher de nouveaux segments de clientèle en proposant des solutions de paiement et des offres financières adaptées à différents profils d'acheteurs.**

En se basant sur une étude documentaire approfondie, cette hypothèse trouve sa justification dans la capacité intrinsèque des technologies fintech à offrir des solutions de paiement et des offres financières adaptées à différents profils d'acheteurs. À titre d'exemple, la filiale financière du fournisseur de télécommunications Inwi offre des services de transfert d'argent et de paiement mobile. En ciblant un large éventail de clients, y compris ceux qui n'ont pas nécessairement accès aux services bancaires traditionnels, Inwi Money favorise l'inclusion financière et élargit la portée des services financiers au Maroc. De même, Hmizate.ma diversifie ses offres sur différents produits et services. En

offrant des options de paiement sécurisées et diversifiées, elle attire une base de clients variée, contribuant ainsi à élargir la portée des entreprises qui utilisent cette plateforme pour commercialiser leurs produits. En parallèle, l'offre bancaire Swipe de la Banque Populaire qui est gratuite et 100% en ligne dédiée aux jeunes âgés entre 12 et 17 ans. Elle leur donne accès à l'application Swipe by Banque Populaire ainsi qu'à une carte bancaire personnalisée à leur nom.

La théorie de l'innovation technologique et de la diffusion éclaire sur la manière dont ces solutions novatrices peuvent s'étendre à de nouveaux marchés en raison de leur caractère attractif et accessible.

***H2 : L'usage croissant des technologies de la blockchain et des contrats intelligents pourrait révolutionner les transactions commerciales pour les entreprises au Maroc.***

Cette hypothèse met en lumière la capacité de ces technologies à révolutionner les transactions commerciales pour les entreprises au Maroc. La blockchain, grâce à sa nature décentralisée et sécurisée, pourrait transformer la manière dont les transactions sont enregistrées, vérifiées et sécurisées, offrant ainsi des avantages potentiels en termes d'efficacité et de transparence. A titre d'exemple, Bank Al-Maghrib, la Banque centrale du Maroc, a exprimé un intérêt pour les technologies financières émergentes telles que la blockchain. Cette technologie offre des avantages potentiels tels que l'amélioration de la rapidité, de la transparence et de la sécurité des transactions. Bank Al-Maghrib pourrait également chercher à promouvoir l'innovation et à explorer les diverses applications possibles de la blockchain dans le secteur financier marocain, bien que les informations détaillées sur ces initiatives spécifiques ne soient pas toujours accessibles au public.

De même, les contrats intelligents pourraient automatiser les processus commerciaux, réduisant les inefficacités et les coûts tout en renforçant la sécurité et la conformité. Les contrats intelligents pourraient être utilisés par exemple pour faciliter la location de biens immobiliers. Il pourrait être mis en place pour automatiser le paiement du loyer dès que les conditions spécifiées dans le contrat (comme la date de paiement) sont remplies.

***H3 : Les solutions fintech pourraient aider les entreprises à mieux faire face aux défis économiques en offrant une plus grande flexibilité financière et des outils d'adaptation rapide aux changements du marché.***

L'avènement des technologies financières (fintech) a suscité un élan significatif vers une inclusion financière accrue pour les entreprises, offrant des solutions innovantes aux défis économiques rencontrés. L'hypothèse selon laquelle les solutions fintech pourraient renforcer



la résilience des entreprises face aux fluctuations du marché repose sur des fondements solides, tant au niveau mondial que spécifiquement au Maroc.

Premièrement, les solutions fintech ont permis une accessibilité accrue aux services financiers pour les entreprises, en contournant souvent les obstacles traditionnels liés aux institutions financières classiques. Au Maroc, cela a eu un impact particulièrement positif, offrant aux entreprises, en particulier aux PME, l'accès à des services tels que le financement participatif, les paiements mobiles et les plateformes de prêt en ligne. Cette accessibilité réduit les barrières financières initiales, favorisant ainsi l'inclusion de secteurs auparavant marginalisés.

Deuxièmement, la flexibilité offerte par les solutions fintech est un atout majeur pour les entreprises, notamment en période de volatilité économique. Les plateformes de prêt peer-to-peer et les modèles de financement alternatifs permettent une agilité financière, offrant des options plus souples par rapport aux processus de prêt rigides des banques traditionnelles. Cette flexibilité s'avère précieuse pour répondre rapidement aux besoins changeants du marché, permettant aux entreprises de s'adapter plus efficacement aux conditions économiques mouvantes.

En outre, les outils d'analyse de données et de gestion financière intégrés aux solutions fintech jouent un rôle crucial. Ils offrent aux entreprises la possibilité de mieux comprendre leurs performances et d'ajuster leurs stratégies en temps réel. Au Maroc, cela a été particulièrement bénéfique pour les entreprises cherchant à optimiser leurs opérations dans un environnement économique dynamique. Ces avantages leur permettent de mieux prévoir et répondre aux changements, renforçant ainsi leur position concurrentielle et leur résilience face aux défis économiques.

## Conclusion

Nous vivons l'ère du full Web, de l'instantanéité et de la dématérialisation et la vitesse avec laquelle cette l'économie sans cash s'accélère est impressionnante. L'Afrique de l'ouest est l'un des exemples à suivre dans la propagation rapide de la technologie qui allie services financiers, téléphone mobile et paiement.

Le faible taux de bancarisation, le taux de couverture de téléphonie mobile et le fort besoin de transfert d'argent entre zones reculées sont parmi les raisons pour laquelle le mobile money a pu s'implanter efficacement dans le marché africain. En effet, près de 80% sont non bancarisées en Afrique avec une absence d'équipement en TPE pour les commerçants et un taux de pénétration de cartes SIM de 86% projeté à 96% fin 2025 ce qui rend le maillage des



télécommunications plus important que celui des banques et réduit les distances entre les campagnes et les villes.

Au départ, l'objectif des télécommunications était de fidéliser la clientèle finalement le besoin de transfert d'argent a été soulevé par les populations citadines qui souhaitaient transférer l'argent vers leurs familles restées en zone rurale. En 2007, Safaricom filiale du groupe vodafone au Kenya a lancé une solution de mobile Money M-Pesa à très grand succès, les utilisateurs peuvent recharger leurs téléphones, transférer l'argent, payer les factures grâce à une pièce d'identité et un numéro de téléphone et depuis l'attractivité de cette solution n'a cessé d'éblouir les chercheurs et les dirigeants. L'inclusion financière et la formalisation de l'économie reviennent en tête des externalités positives de cet outil, de par son accessibilité le mobile money touche des populations précédemment intouchées et rend visible une monnaie précédemment invisible. Toutefois, le vide réglementaire de certains points peut entraîner des détournements de fonds, du blanchiment d'argent ou carrément du financement djihadiste.

En tout cas, pour le Maroc, le mobile money demeure une solution optimale avec beaucoup d'opportunités qui dépassent le transfert d'argent ou le paiement des factures mais pourrait aller jusqu'à la création d'un écosystème de startup fintech pour aider et soutenir la population surtout jeune impactée par les aléas de la crise sanitaire covid-19 notamment le chômage. Les solutions de Micro-crédit, micro-assurance, micro-épargne et d'autres voient aujourd'hui toute leurs légitimités et personnellement je pense que c'est le moment ou jamais. L'extension de cette solution est conditionnée par l'acceptation de cette dernière par trois activités : la restauration, le transport et le commerce détail & gros. Le choix de ces activités est motivé par l'impact du covid-19, le cash circulant ou en d'autres termes le poids de l'informel et l'acceptation sera conditionné par l'attractivité de l'offre. Il est vrai que les initiatives exprimées par l'état pour encourager les institutions sont louables, comme l'abattement de 25% de la base imposable du chiffre d'affaires réalisé par le mobile money mais elle reste insuffisante, l'effort doit être double avec les utilisateurs, leur adhésion est une nécessité.

## BIBLIOGRAPHIE

- Ajide, K. B. (2017). Determinants of financial inclusion in Sub-Saharan Africa countries: Does institutional infrastructure matter? *CBN Journal of Applied Statistics*, 8(2), 69–89.
- Alter, A. & Yontcheva, B. (2015). Financial inclusion and development in the CEMAC. IMF Working Paper.
- Asuming, P. O., Osei-Agyei, L. G. & Mohammed, J. I. (2019). Financial inclusion in sub-Saharan Africa: Recent trends and determinants. *Journal of African Business*, 20(1), 112–134.
- Attali, J. (2014). Les nouveaux visages de la micro-finance en Afrique. *Revue d'économie financière*, (116), 243-258.
- Bédécarrats, F. & Marconi, R. (2009). L'influence de la régulation sur la contribution de la microfinance au développement : Le cas de la Bolivie. *Revue Tiers Monde*, (197), 71-90.
- Bekele, D. (2022). Determinants of Financial Inclusion: A Comparative Study of Kenya and Ethiopia. *Journal of African Business*, 1-19. DOI: 10.1080/15228916.2022.2078938
- Cáamara, N. & Tuesta, D. (2014). Measuring Financial Inclusion: A Multidimensional Index. Working Paper, No 14/26.
- Campbell, D., and Frei, F. (2010) Cost structure, customer profitability, and retention implications of self-service distribution channels: Evidence from customer behavior in an online banking channel. *Management Science*, 56, 1 (January 2010), 4–24. doi:10.1287/mnsc.1090.1066
- Chikalipah, S. (2017). What determines financial inclusion in Sub-saharan in Africa? *African journal of economic and management studies*, 8(1), 8-18. DOI: 10.1108/AJEMS-01-2016-0007.
- Christensen, C.M. and Bower, J.L. (1996). Customer power, strategic investment, and the failure of leading firms. *Strategic Management Journal*, 17(3), pp. 197–218.
- Christensen, C.M. (1997). *The Innovator's Dilemma: When New Technologies Cause Great Firms to Fail*. Boston, MA: Harvard Business School Press.
- Dapp, T.F. (2014). *Fintech – The digital revolution in the financial sector*. Deutsche Bank Research.
- Dan, Y. & Chang, C.H. (2010). A Reflective Review of Disruptive Innovation Theory. *International Journal of Management Reviews*, Vol. 12, 435–452.
- Gopalan S, Jain G, Kalani G, Tan J (2012) Breakthrough IT banking. *McKinsey Q* 26:30–35

Innovations in emerging markets: the case of mobile money, 2020, <<https://academic.oup.com/icc/article/29/2/395/5566381>>.

Kirchner, C. (2011). Evolution of law: Interplay between private and public rule-making – a new institutional economics-analysis. *Erasmus Law Review*, 4(4), 161–172.

Kutler J (1993) Citibank is shedding individualistic image. *Am Bank*. <https://www.americanbanker.com/opinion/friday-flashback-did-citi-coin-the-term-fintech>

Les nouveaux moyens de paiements face aux défis de la lutte anti blanchiment et contre le financement du terrorisme, 2017, <<https://spgabac.org/les-nouveaux-moyens-de-paiements-face-aux-defis-de-la-lutte-anti-blanchiment-et-contre-le-financement-du-terrorisme/>>.

Les raisons du succès du Mobile Money dans l'Afrique de l'ouest, 2019, <<https://www.tnpconsultants.com/fr/actualites/les-raisons-du-succes-du-mobile-money-en-afrique-de-louest>>.

Mobile Money & inclusion financière : cas du Maroc, 2020, <[http://digitalact.ma/sites/default/files/inlinefiles/PolicyPaper\\_DigitalAct\\_MobleMoney\\_Oct2020\\_0.pdf](http://digitalact.ma/sites/default/files/inlinefiles/PolicyPaper_DigitalAct_MobleMoney_Oct2020_0.pdf)>.

Ngono, J. F. L. (2020). L'indice d'inclusion financière à l'heure du mobile money. *Journal of Academic Finance*, 11(1), 33-44.

The global index Database: measuring financial inclusion and the fintech revolution, 2017, <[https://globalindex.worldbank.org/#GF-Report\\_Chapters](https://globalindex.worldbank.org/#GF-Report_Chapters)>.

Zhu, R., Dholakia, U. M., Chen, X., & Algesheimer, R. (2012). Does Online community participation foster risky financial behaviour. *Journal Of Marketing Research*, 49(3), 394—407.

Accelerating the mobile money ecosystem for the underserved, 2020, <<https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/mobile-money/>>.